



Le plan de gestion du site UNESCO

Approbation et mise en œuvre par les collectivités locales

Note de synthèse

Septembre 2013

Le Préfet de la région Centre, Coordonnateur du site UNESCO et les Présidents des régions Centre et Pays de la Loire ont adressé, en janvier 2012, un courrier aux 197 collectivités¹ concernées par la gestion du site UNESCO du Val de Loire les invitant à renouveler leur engagement et à délibérer sur le projet de Plan de gestion UNESCO :

- **En prenant acte du document validé** par les Conseils régionaux Centre et Pays de la Loire et la Préfecture de la région Centre,
- **En s'engageant à intégrer les orientations** du Plan de gestion dans leurs documents de planification et leurs projets de développement.

L'examen de la demande et la présentation de la délibération au Conseil municipal ou communautaire ont été l'occasion d'échanges, de débats et d'expressions sur les conditions de mise en œuvre du plan de gestion.

L'objet de cette note est de restituer à la fois les attentes et les priorités des collectivités pour faire vivre cette inscription UNESCO du Val de Loire.

Information des collectivités et échange d'expériences

Les maires de Chinon (37), Blois (41), Ponts de Cé (49) et Châteauneuf sur Loire (45) ont accueilli respectivement, entre février et mars 2012, une journée départementale d'information sur le Plan de gestion du site.

¹ Les 197 collectivités comprennent les 165 communes riveraines de la Loire, les 5 communautés d'agglomérations -Orléans, Blois, Tours, Saumur, Angers-, les 22 communautés de communes, les 4 conseils généraux -Loiret, Loir-et-Cher, Indre-et-Loire, Maine-et-Loire- et les 2 conseils régionaux -Centre et Pays de la Loire.

Les témoignages des élus régionaux et locaux ont ouvert et clôturé les quatre sessions qui associaient des experts (historiens, paysagistes, aménageurs), des représentants de l'État (Sous-préfecture de Chinon, DREAL et DRAC Centre et Pays de la Loire, DDT et STAP des 4 départements), les CAUE, l'ADAC et les Agences d'urbanisme concernées par le site UNESCO.

Au total, ces journées ont mobilisé 263 participants dont 75 communes, soit 46% des collectivités du site inscrit et 12 groupements de communes. Les participants ont perçu cette journée comme une « session de formation au Plan de gestion ».

Cette information a été relayée jusqu'en septembre sur le site www.valdeloire.org avec :

- Les interventions et études de cas présentées aux journées d'information ;
- Les témoignages de l'engagement d'élus de collectivités du site
 - *Maine-et-Loire* : Chalonnes-sur-loire, Bouchemaine et Saint Martin de la Place,
 - *Indre-et-Loire* : Luynes, Tours et Rochecorbon,
 - *Loir-et-Cher* : Pays de Chambord, Blois et Agglopolys,
 - *Loiret* : Pays Loire Beauce, Orléans - Val de Loire et Jargeau.

Le résultat : un soutien affirmé à l'inscription UNESCO

Collectivités concernées par l'inscription		Délibérations favorables	Délibérations avec réserves	Délibérations défavorables	Pas de délibération
Communes	165	140	15	3	7
Communautés d'agglomération	5	3	2		
Communautés de communes	21	14	2	1	4
Conseils généraux	4	2			2
Conseils régionaux	2	2			
TOTAL	197	161	19	4	13
		81,80%	9,7%	2%	6,5%
Commune hors site UNESCO		1			
Syndicat SCOT		2	1		
PNR LAT		1			

. Près de 82 % des collectivités ont délibéré favorablement sans réserve :

- Les communes, maîtres d'ouvrage du site UNESCO se sont prononcées de façon favorable à 87%,
- Une commune, Villebarou (41) hors site UNESCO a souhaité souligner son attachement à la préservation et la mise en valeur de son identité en adoptant le plan de gestion du site.

. Les réserves émises par les 9,7% des collectivités sont à considérer comme des contributions pour enrichir le Plan de gestion :

- Elles émanent surtout des communautés d'agglomérations d'Angers et de Saumur, sachant que 6 des 15 délibérations communales avec réserves correspondent à la reprise des réserves émises par la communauté d'agglomération dont elles dépendent.
- Les réserves concernent principalement :
 - o L'urbanisation des hauts de coteaux,
 - o L'extension d'espaces dédiés aux activités économiques,
 - o Le maintien d'une constructibilité suffisante pour répondre aux besoins des habitants,
 - o L'intégration des énergies renouvelables et l'adaptation du bâti aux normes d'économie d'énergie,
 - o la gestion des espaces agricoles et forestiers.

. Le Parc naturel régional Loire-Anjou-Touraine et les syndicats de SCOT (syndicat mixte du Grand saumurois, syndicat mixte de l'Amboisie, du Blémois et Castelrenaudais, syndicat mixte de l'Agglomération blésoise) ont délibéré rappelant leur attachement à contribuer activement à la mise en œuvre du Plan de gestion.

En conclusion de cette adhésion, le Préfet de la région Centre a pris un arrêté le 15 novembre 2012 confirmant officiellement l'adoption du Plan de gestion du site UNESCO.

Les attentes des collectivités du site

Les attentes exprimées lors des journées d'information ainsi que dans les délibérations partagent toutes les mêmes interrogations :

- Comment vivre, demain, dans un espace à haute valeur patrimoniale et faire du patrimoine mondial, un atout pour le développement du Val de Loire ?
- Quels accompagnements techniques et financiers ?

Ce questionnement aborde plus précisément, trois thèmes : la gouvernance, les priorités d'actions et les moyens.

1- La gouvernance :

- Quelle co-responsabilité de l' élu d'une collectivité dans la gestion du site UNESCO ?
- Quels partenariats avec l'État, les Conseils généraux et régionaux ?
- Quelles implications des acteurs de la société civile, des responsables associatifs et des décideurs économiques ?
- Quelle intercommunalité de l'action publique ?

- Quelle prise en compte des communes non-riveraines de la Loire ?

2- Les priorités d'action :

- *La réappropriation des rives de Loire par les habitants :*

L'accès au fleuve; l'ouverture des chemins de halage; la maîtrise de l'occupation illégale; le développement d'itinéraires (vélo, piéton, bateau); l'entretien du Domaine Public Fluvial; la connaissance des îles de Loire; la reconversion des quais de Loire de parkings en espaces publics de loisirs.

- *L'accueil de nouveaux habitants :*

L'urbanisation de nouveaux espaces compatibles avec la limitation de la consommation de l'espace rural et avec le renforcement des PPRI; le contrôle de la pression immobilière sur les crêtes de coteaux ; la protection des cônes de vues.

La densification du bâti existant, notamment en zone inondable, le maintien des loyers et des prix d'accession à la propriété acceptables pour les habitants, malgré les surcoûts engendrés par les normes environnementales et par la prise en compte de la qualité patrimoniale.

- *La continuité du développement économique :*

La compatibilité de la préservation du patrimoine avec l'objectif de développement d'une économie de services (commerces, services logistiques, ingénierie industrielle, ...); l'intégration paysagère des zones industrielles et commerciales, notamment en entrées de ville.

- *Le soutien aux productions agricoles :*

La déprise agricole; la consommation des espaces viticoles et arboricoles par l'urbanisation, l'industrialisation des productions maraichères et des cultures spécialisées (multiplication des serres, artificialisation des sols...); l'intégration des bâtiments agricoles et plus largement des sièges et outils d'exploitation agricole.

- *La question de l'énergie :*

Le développement des énergies renouvelables (parc d'éoliennes, champs photovoltaïques) et l'adaptation du bâti aux économies d'énergies.

3- Les outils pour prendre en compte l'inscription au Patrimoine mondial dans le développement territorial

Comment prendre en compte la V.U.E. dans le Schéma de Cohérence Territoriale et le Plan Local d'Urbanisme ? Comment mettre en place les Aires de mise en valeur de l'Architecture et du Patrimoine ? Comment intégrer les servitudes de co-visibilités ? Quelles sont les dispositions applicables à la zone tampon du site UNESCO ?